

La diplomatie culturelle à l'ère de l'interdépendance globale : la Turquie à la recherche des éléments fédérateurs de l'identité panturque

Pierre Cyril Pahlavi

Volume 33, numéro 2, 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704407ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704407ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pahlavi, P. C. (2002). La diplomatie culturelle à l'ère de l'interdépendance globale : la Turquie à la recherche des éléments fédérateurs de l'identité panturque. *Études internationales*, 33(2), 247-274.
<https://doi.org/10.7202/704407ar>

Résumé de l'article

Dans le contexte de l'après-guerre froide caractérisé par l'interdépendance économique et la révolution des mass médias, un nombre grandissant d'États se tourne vers une nouvelle forme de diplomatie visant à accroître en douceur leur influence internationale en projetant leurs normes culturelles et en les institutionnalisant comme principes régulant les relations internationales. La politique culturelle est notamment apparue aux dirigeants turcs comme un moyen à la fois audacieux et peu risqué de tirer bénéfice des liens ethno-culturels qui l'unissent aux six nouvelles républiques turcophones issues de l'éclatement de l'Union soviétique pour s'affirmer comme une puissance clef du système eurasiatique. Dans ce but, a été mise en oeuvre depuis dix ans une politique culturelle ingénieuse et sophistiquée dotée de ses propres organes et moyens de télécommunication. À travers l'étude de l'organisation, des diverses réalisations et des performances de la politique turque, cet article tente d'attirer l'attention sur une forme encore méconnue de politique étrangère qui préfigure pourtant la diplomatie du XXI^e siècle et qui est sans doute appelée à jouer un rôle important dans les relations internationales.

La diplomatie culturelle à l'ère de l'interdépendance globale

La Turquie à la recherche des éléments fédérateurs de l'identité panturque

Pierre Cyril PAHLAVI*

RÉSUMÉ : Dans le contexte de l'après-guerre froide caractérisé par l'interdépendance économique et la révolution des mass médias, un nombre grandissant d'États se tourne vers une nouvelle forme de diplomatie visant à accroître en douceur leur influence internationale en projetant leurs normes culturelles et en les institutionnalisant comme principes régulant les relations internationales. La politique culturelle est notamment apparue aux dirigeants turcs comme un moyen à la fois audacieux et peu risqué de tirer bénéfice des liens ethno-culturels qui l'unissent aux six nouvelles républiques turcophones issues de l'éclatement de l'Union soviétique pour s'affirmer comme une puissance clef du système eurasiatique. Dans ce but, a été mise en œuvre depuis dix ans une politique culturelle ingénieuse et sophistiquée dotée de ses propres organes et moyens de télécommunication. À travers l'étude de l'organisation, des diverses réalisations et des performances de la politique turque, cet article tente d'attirer l'attention sur une forme encore méconnue de politique étrangère qui préfigure pourtant la diplomatie du XXI^e siècle et qui est sans doute appelée à jouer un rôle important dans les relations internationales.

ABSTRACT : In a post-Cold War context characterized by economic interdependence and the revolution in the mass media, an increasing number of states are using a new form of diplomacy which seeks to gently enhance their international influence by promoting their cultural norms and institutionalizing them as principles regulating the international relations. For Turkish officials, Cultural policy has particularly turned out to be a daring yet safe way to benefit from the ethnocultural links that bind Turkey to the six new Turkish-speaking republics stemming from the break-up of the Soviet Union, and to affirm itself as a key power in the Eurasian system. Therefore, a clever and sophisticated cultural policy has been implemented during the last ten years, a policy with its own instruments and means of telecommunications. By studying the organization, various realizations, and performances of Turkish policy, this article seeks to draw the attention to a still ill-known form of foreign policy which nevertheless prefigures 21st century diplomacy and which will undoubtedly play an important role in international relations.

* Candidat au doctorat au Département de science politique de l'Université McGill de Montréal et chercheur à l'ICASM affilié aux Universités McGill et de Montréal. Je tiens à remercier les personnes suivantes pour leur contribution aux diverses étapes de l'élaboration de cet article : Camille Risler, Baghat Korany, T.V. Paul, Christian Pahlavan ainsi que les lecteurs anonymes d'Études internationales. J'assume, bien entendu, l'entière responsabilité en ce qui concerne le contenu de ce texte.

En 1991, l'éclatement de l'Union soviétique donne naissance en Transcaucasie et en Asie centrale à six nouvelles républiques partageant avec la Turquie un héritage historique et ethnoculturel commun¹. La brusque apparition de ce nouveau pôle géopolitique constitue un bouleversement majeur pour Ankara : « L'émergence de six États musulmans ouvre à la Turquie de vastes territoires habités par des coreligionnaires turcophones lui offrant l'opportunité historique sans précédent de les utiliser pour obtenir des gains politiques, économiques et psychologiques². » Le 1^{er} septembre 1991, devant la Grande assemblée nationale turque, le président turc Turgut Özal appelle ses concitoyens à ne pas « manquer cette chance qui se présente pour la première fois depuis 400 ans³ ». Aussitôt, le gouvernement turc procède à une réorientation critique de sa politique étrangère qui se traduit notamment par la mise en place d'une stratégie axée sur l'exploitation systématique des liens culturels. Très vite, les observateurs internationaux s'accordent à considérer dans leur analyse de la stratégie régionale turque un phénomène nouveau : « Une politique culturelle, (...) tentant de promouvoir et de mettre l'accent sur les liens qui unissent la Turquie (...) aux 'Turcs de l'extérieur'⁴. » Il ne fait plus de doute dès lors que l'ambition de la Turquie est de « devenir la Mecque culturelle du Monde turcophone⁵ ». Il apparaît clairement que la diplomatie culturelle inaugurée par Ankara vise à tirer profit de la variable ethno-culturelle pour étendre son influence sous la forme de ce que l'on a appelé un « panturquisme avec un haut degré de coopération mutuelle⁶ ». Pourtant, malgré sa spécificité, cette réorientation de la politique étrangère turque n'est pas sans rappeler le virage amorcé dans le même domaine par d'autres États dans les années quatre-vingt-dix.

Avec la fin de la guerre froide, les questions liées aux normes et à la culture ont en effet acquis une importance grandissante au sein des relations internationales⁷. Les affaires culturelles occupent désormais une place sans précédent dans la politique étrangère d'un grand nombre d'États qui, à travers le monde, commencent à percevoir la projection de leurs normes culturelles comme un moyen efficace d'accroître leur influence internationale. Les États-

1. Une précision terminologique s'impose afin de dissiper toute confusion. Le terme *turcique* renvoie à la notion d'ensemble ethno-culturel dont, par exemple, l'élément turc (ethnie ou langue d'Anatolie) n'est qu'une composante parmi d'autres. La *turcité* est l'appartenance à cet ensemble. Néologisme construit sur le modèle francophone, le terme *turcophone* réfère à la communauté des langues turciques. Datant du début du xx^e siècle, le concept de panturquisme se rapporte à la volonté, essentiellement politique, de rassembler et d'unir les peuples turciques et turcophones.
2. M. AYDIN, « Turkey and Central Asia : Challenges of Changes », *Central Asian Survey*, vol. 15, n° 2, 1996, p. 158.
3. *Minutes de la Grande Assemblée Nationale Turque*, session 19-1, dans *ibid.*, p. 158.
4. Nicolas MONCEAU, *Le Paysage audiovisuel turc*, CEMOTI, n° 20, juillet-décembre 1995, p. 397.
5. Éric ROULEAU, « The Challenges to Turkey », *Foreign Policy*, novembre-décembre 1993, p. 112.
6. J. LANDAU, *Panturkism. From Irredentism to Cooperation*, Indianapolis, Indiana University Press, 1995, p. 211.
7. I. GRUNBERG et Th. RISSE-KAPPEN, « Theories of International Relations and the End of the Cold War », in Pierre ALLAN et K. GOODMANN (dir.), *The End of the Cold War : Evaluating Theories of International Relations*, Dordrecht/London, Martinus Nijhof, 1992.

Unis, par exemple, ont considérablement développé la composante culturelle de leur politique étrangère et s'appuient de plus en plus sur cette nouvelle dimension de leur diplomatie pour maintenir leur rôle de leader global⁸. Les affaires culturelles sont devenues tellement importantes pour les puissances de second rang qu'elles représentent aujourd'hui le « troisième pilier » de la diplomatie allemande⁹ et concentrent le tiers du budget de la politique étrangère française¹⁰. Les puissances régionales ne sont pas en reste puisque, comme la Turquie, elles ont consacré de prodigieux efforts pour amplifier la dimension culturelle de leur diplomatie et se doter d'une infrastructure spécialisée dans ce domaine. En fait, le mouvement a acquis une telle ampleur que l'on peut parler de phénomène global.

Cette évolution semble suggérer que, dans le contexte de l'après-guerre froide, l'influence internationale des États est de plus en plus fonction de leur capacité à utiliser la force en douceur de leur culture à travers la mise en place d'une forme rationnelle et moderne de diplomatie culturelle. Celle-ci pourrait être définie comme « une sphère distincte au sein de la politique étrangère des États, équipée d'organes spécialisés et de moyens autonomes, et ayant pour fonction de promouvoir leur influence culturelle sur la scène internationale en diffusant, propageant, et institutionnalisant à l'étranger leurs normes culturelles ; son but est d'établir de nouveaux standards de conduite régulant les préférences et les choix de leurs partenaires de manière à générer une dynamique de coopération volontaire favorable à leurs propres intérêts politiques et économiques ». Nous tenterons ici d'illustrer cette hypothèse à travers le cas particulier de la politique culturelle turque dans le Monde turc tout en faisant, le plus possible, référence à d'autres cas de diplomatie culturelle et en particulier à celle entreprise par les États-Unis, la France et l'Allemagne. Dans cet article seront tour à tour analysés les déterminants, l'organisation, les réalisations et les résultats de la politique culturelle turque.

I – Les déterminants

Le remarquable boom de la politique culturelle des États à l'étranger est directement déterminé par la nature de l'ordre international issu de la fin de la guerre froide et, plus particulièrement, par l'effet conjugué de l'interdépendance complexe et de la révolution des mass média.

D'une part, le phénomène de l'interdépendance complexe entraîne une dépréciation de la politique de puissance traditionnelle et de la diplomatie de

-
8. Joseph S. NYE et William A. OWENS, « America's Information Edge », *Foreign Affairs*, vol. 75, mars-avril 1996, pp. 20-36 ; J. KURTH, « America and the Imperial Idea », *National Interest*, n° 48, été 1997, pp. 3-15.
 9. Josef JOFFE, « Where Germany has Never Been Before », *National Interest*, n° 56, été 1999, pp. 45-53.
 10. François ROCHE et Bernard PINIAU, *Histoire de la Diplomatie Culturelle des Origines à 1995*, Paris, La Documentation française, 1995.

la canonnière. En effet, l'interconnexion économique croissante qui le caractérise et la dépendance mutuelle entre les États qu'il entraîne, rendent l'utilisation de la puissance brute de plus en plus difficile. Les États ne peuvent plus recourir à la force militaire pour contraindre leurs partenaires sans courir le risque d'être eux-mêmes négativement affectés¹¹. Si bien que les gouvernements tendent de plus en plus à percevoir la poursuite de leurs intérêts nationaux à travers des moyens classiques comme à la fois trop risquée et inopérante¹². Parallèlement, cette dynamique s'accompagne d'une réévaluation des sources de pouvoir en douceur. En effet, si la puissance brute perd de sa prépondérance c'est souvent en faveur de formes de pouvoir moins coercitives, moins tangibles et plus fongibles¹³. L'objectif est toujours de conserver ou d'accroître son influence mais la compétition n'est plus exclusivement définie en termes de force militaire et économique. En particulier, le rayonnement de la culture d'un pays et sa capacité à produire des normes de conduite au niveau international deviennent des atouts majeurs dans le jeu international. Il apparaît en définitive qu'« à une époque où les sociétés sont étroitement reliées par des liens transnationaux et des réseaux de dépendance, beaucoup d'objectifs ne peuvent être atteints qu'en manipulant ou en altérant le contexte dans lequel se trouvent les autres États¹⁴ ». Il semble donc que les relations internationales se transforment de plus en plus en « arène de persuasion » dans laquelle les États luttent pour définir la réalité en fonction de laquelle leurs partenaires définissent leurs préférences et leurs choix¹⁵.

En outre, le développement de la diplomatie culturelle des États est aussi fortement influencé par l'avènement de l'ère des technologies de télécommunication globale. La « révolution des mass média » a effectivement créé un contexte particulièrement favorable puisque les États ont – pour la première fois de leur histoire – les moyens technologiques nécessaires pour entreprendre une politique culturelle massive et efficace. Ils possèdent désormais de nouveaux instruments de politique étrangère leur permettant de diffuser leur message culturel vers des milliards de téléspectateurs à travers le globe, d'étendre considérablement leur sphère d'influence télécommunicationnelle et d'acquérir ainsi ce qui est appelé « le pouvoir du troisième type¹⁶ ». Dans cette nouvelle course à l'influence, les États capables de combiner l'attraction culturelle et la

-
11. Robert O. KEOHANE et Joseph NYE, *Power and Interdependence*, 2^e éd., Glenview, IL, Scott FORESMAN, chap. 1-3, 1989 ; J. NYE, « Interdependence and Power », *Understanding International Conflicts*, New York, Harper Collins, 1993, pp. 160-169.
 12. Richard ROSECRANCE, *The Rise of the Trading State : Commerce and Conquest in the Modern World*, New York, Basic Books, 1986 ; T.V. PAUL, « Power, Influence and Nuclear Weapons : A Reassessment », in T.V. Paul (dir.), *The Absolute Weapon Revisited*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1998, pp. 19-45.
 13. Joseph S. NYE, *Bound to Lead*, New York, Basic Books, 1990, p. 188.
 14. K.J. HOLSTI, *International Politics*, Englewood Cliffs, NJ, Prentice Hall, 1992, p. 116.
 15. Stanley HOFFMANN, « Perceptions, Reality and the Franco-American Conflict », in J.U. FARRELL et A. SMITH (dir.), *Image and Reality*, New York, Columbia University Press, 1967, p. 57.
 16. Hisham NAZER, *Power of a Third Kind*, Westport/London, Praeger, 1999.

maîtrise des technologies de télécommunications sont donc considérablement avantagés¹⁷. Il se trouve également que ce contexte favorise le développement des stratégies pan-nationalistes : « Étant donné l'ampleur des communications de masse aujourd'hui, les opportunités de tels pan-nationalismes sont considérablement plus grandes que par le passé (...). Ce n'est que maintenant que la base matérielle pour de véritables pan-mouvements régionaux existe – et pour cette raison, on peut s'attendre à voir le plus ou moins rapide développement de tels mouvements aux dépens des ethnies et des nations traditionnelles¹⁸. » On pense surtout à des États engagés dans la (re)construction d'empires culturels¹⁹ comme la France, les États-Unis, la Russie et bien entendu, la Turquie.

Par conséquent, à l'ère de l'interdépendance complexe et de la globalisation technologique, la culture acquiert une importance politique considérable sur la scène internationale²⁰. Ces conditions nouvelles incitent donc les États à poursuivre leurs buts à travers des stratégies plus subtiles telles que la promotion de leur influence culturelle et la diffusion de leurs normes domestiques²¹. De sorte que les responsables politiques tournent de plus en plus leur attention vers la politique culturelle et abandonnent l'esprit de conquête au profit de la conquête des esprits. Cette approche combine beaucoup d'avantages puisqu'elle offre l'opportunité aux États de construire des réseaux de coopération et d'accroître leur influence prudemment et à l'aide de nouvelles armes technologiques. En combinant précaution et audace, l'option offerte par la diplomatie culturelle semble donc parfaitement adaptée à la réalité du nouvel ordre international.

La politique culturelle turque en Transcaucasie et en Asie centrale participe de ce phénomène global dans la mesure où elle est très largement conditionnée par la nouvelle conjoncture internationale et la reconfiguration géopolitique issues de la fin de la guerre froide²². Avec l'ouverture d'une vaste sphère turcophone en Asie intérieure, les dirigeants turcs prennent rapidement conscience que la Turquie est appelée à occuper une position pivot sur la scène régionale : « La Turquie a évolué de sa position marginale qui consistait à être le flanc sud de l'OTAN, elle est devenue le centre et la plate-forme à partir de laquelle les cercles concentriques du système de sécurité eurasiatique prennent

17. Marcel MERLE, *Sociologie des Relations Internationales*, 2^e éd., Paris, Dalloz, 1976.

18. Anthony D. SMITH, « A Europe of Nations », *Journal of Peace Research*, vol. 30, n° 2, 1993, pp. 132-133.

19. John TOMLINSON, *Cultural Imperialism*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1991, p. 94.

20. R. JEPPEPERSON, A. WENDT et Peter KATZENSTEIN, « Norms, Identity, and Culture in National Security », in Peter KATZENSTEIN (dir.), *The Culture of National Security : Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996.

21. J. SPANIER et D. WENZEL, *Game Nations Play*, Washington DC, CQ Press, 1996 ; T.V. PAUL, *Power Versus Prudence*, Montréal, Kingston, London, McGill/Queens's University Press, 2000.

22. Cengiz CANDAR et Graham E. FULLER, « Grand Geopolitics for a New Turkey », *Mediterranean Quarterly*, vol. 12, n° 1, 2001, pp. 22-38 ; Werner GUMPEL, « Determinanten der tuerkischen Aussenpolitik in der Schwarzmeerregion und in Mittelasien », *Suedosteuropa Mitteilungen*, n° 38, pp. 23-32, Heft 1, 1998.

forme²³. » Immédiatement, Ankara entreprend une réorientation majeure de sa politique étrangère en donnant une priorité nouvelle au développement des liens avec les « républiques sœurs²⁴ ». Toutefois, l'enjeu géostratégique que représente le nouveau système régional et la convoitise qu'il éveille parmi les grandes puissances de la zone imposent à la Turquie un impératif de prudence dans la reformulation de sa nouvelle politique²⁵. Une politique trop ouvertement conquérante est en effet exclue dans une zone instable caractérisée par plusieurs crises et la présence d'une demi-douzaine de puissances nucléaires ou potentiellement nucléaires²⁶. Les responsables turcs doivent en particulier tenir compte de la concurrence que lui opposent ses principales rivales russe, iranienne, chinoise et pakistanaise, elles aussi résolues à remplir le vide de pouvoir créé dans la région par la disparition de l'Union soviétique. Dans ces conditions, la politique culturelle apparaît comme une alternative pertinente : elle permet de renforcer les liens stratégiques avec le monde turc sans risquer d'agresser directement les rivales régionales et créer de hasardeuses escalades de violence. Les dirigeants turcs estiment que « l'esprit de coopération²⁷ » dont s'accompagne la politique culturelle est sans doute le moyen le plus efficace d'étendre l'influence turque de façon durable sur l'aire turcophone. Toutes ces considérations aboutissent très vite à la certitude que la politique culturelle est un choix judicieux et que la Turquie a tout intérêt à jouer la carte de l'impérialisme culturel *soft*²⁸.

Toutefois l'option de la politique culturelle est aussi largement encouragée par les alliés occidentaux d'Ankara²⁹. Elle reçoit en effet l'appui sans réserve des Américains et des Européens qui y voient un moyen efficace de pénétrer une zone stratégique jusque-là sous influence russe et iranienne par l'intermédiaire d'un allié traditionnel³⁰. Dès 1991, ils décident d'apporter leur concours à une politique qu'ils perçoivent comme un facteur de stabilisation et surtout

23. Umut ARIK, « Turkey and the International Security System in the 21st Century », ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, Ankara, TIKA, *Eurasian Studies*, n° 4, hiver 1995-1996, p. 8.

24. Stephanos CONSTANTINIDES, « Turkey : The Emergence of a New Foreign Policy. The Neo-Ottoman Imperial Model », *Journal of Political & Military Sociology*, vol. 24, n° 2, hiver 1996, pp. 323-334.

25. M. MUFTI, « Daring and Caution in Turkish Foreign Policy », *Middle East Journal*, vol. 52, n° 1, 1998, pp. 32-50.

26. Sezer Duygu BAZOĞLU, « View from Turkey ; Turkey's New Security Environment : Nuclear Weapons and Proliferation », *Comparative Strategy*, vol. 14, n° 2, 1995, p. 150. Sur les fondements de la politique étrangère turque voir Leonard A. STONE, « Turkish Foreign Policy : Four Pillars of Tradition », *Perceptions*, vol. 6, n° 2, Je/Ag 2001, pp. 14-27.

27. Umut ARIK, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, Ankara, *op. cit.*, p. 10.

28. R. HASAN, « Turkey in the Central Asian Republics », *Journal of European Studies*, vol. 1, janvier 1993, p. 100.

29. Shireen T. HUNTER, « Forging Chains Across Eurasia », *The World Today*, vol. 52, n° 12, décembre 1996, p. 316.

30. Sylvie GANGLOFF, « La Turquie vers de Nouveaux Horizons ? », *Défense nationale*, novembre 1992, p. 115.

comme un excellent moyen de faire pénétrer les normes occidentales et étendre leur influence sur la zone. Le modèle turc est en effet perçu comme une « vitrine du modèle occidental³¹ ». Les États-Unis, en particulier, « encouragent la Turquie à utiliser la variable ethnoculturelle commune dans le monde turc pour persuader les républiques turcophones à imiter le modèle séculaire turc de gouvernement³² ». Sur le plan économique, l'Occident sait qu'Ankara peut jouer un rôle crucial dans la pénétration du capitalisme dans le monde turc³³ : « La Turquie est dans une position culturelle et géographique privilégiée pour étendre le commerce avec cette région³⁴. » Sur le plan stratégique, il n'a jamais fait de doute que les normes pro-occidentales que permet de véhiculer la politique turque contribuent à stabiliser cette zone turbulente et à préparer son intégration éventuelle dans le système de sécurité de l'OTAN³⁵. La Turquie était donc en quelque sorte prédestinée à entreprendre une diplomatie culturelle – il ne lui restait plus dès lors qu'à organiser celle-ci au mieux afin de la rendre la plus efficace possible et d'en tirer le maximum de bénéfices.

II – Organisation et infrastructure

Au cours de la dernière décennie, un nombre croissant d'États à travers le monde ont mis sur pied une politique culturelle élaborée dans le but d'adapter leur stratégie diplomatique à la réalité du nouvel ordre international et d'optimiser les effets de leur rayonnement culturel. Issue d'une restructuration de leur politique étrangère, cette diplomatie culturelle sophistiquée et rationalisée en est venue à constituer un système autonome au sein de l'appareil d'État doté de sa propre organisation et de ses propres moyens de communication. Dans la plupart des cas, ce réseau d'organes divers a été placé sous la supervision d'une agence exécutive chargée de fixer les priorités de la politique culturelle et de coordonner son application sur le terrain. Dans le cas américain, la diplomatie culturelle est devenue une organisation autonome supervisée conjointement par le *Bureau of Cultural Affairs* (BCA) et l'*Office of International Information Programs* (IIP). L'organisation complexe de la diplomatie culturelle française a été réorganisée et centralisée sous l'autorité de la puissante Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST). De façon analogue, la politique culturelle allemande devient progressivement un système de plus en plus autonome encadré par la Division culturelle des Affaires étrangères (*Kulturabteilung*) et les Fondations semi-gouvernementales.

31. Robert ANCIAUX, « Turquie puissance régionale entre l'Europe et l'Orient », *Civilisation*, vol. 43, n° 1, 1994, p. 100.

32. Mehmet OGUZCU, « Eurasian Energy Prospects and Politics : Need for a Longer-Term Western Strategy », *Futures*, vol. 27, n° 1, janvier-février 1995, pp. 37-63.

33. Deniz AKAGÜL, « L'insertion des républiques turcophones dans l'économie mondiale et le rôle de la Turquie », *CEMOTI*, vol. 16, juillet-décembre 1993, p. 275.

34. Alejandro LORCA, « Turkey: the Door to Central Asia », ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, Ankara, TİKA, *Eurasian Studies*, n° 3, 1995, p. 64.

35. NATO, Colloquium 1996, <http://www.nato.int/docu/colloq/1996/96-1-4.htm>.

Ce schéma général de l'organisation de la politique culturelle est très largement reproduit dans le cas de la Turquie. La stratégie turque repose sur une « machine de guerre culturelle » qui se décompose en une série d'institutions et d'organisations dont la vocation est d'encadrer et de maximiser la diffusion des normes culturelles de la Turquie dans les républiques turcophones. L'ensemble de ces institutions forme un puissant réseau d'action hiérarchisé : Au sommet, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture combinent leurs actions et assurent la direction générale de la politique culturelle. Au niveau inférieur, on retrouve des appareils d'État spécialisés comme l'Association de la langue turque (langue), l'Association d'histoire et le Comité suprême (histoire et archéologie), le Haut conseil de l'éducation (éducation) ou encore l'Office des affaires religieuses (religion). Toutefois, dans le but d'accroître l'efficacité de sa politique culturelle, le gouvernement turc a mis sur pied, dès 1991, deux organes spécialisés chargés d'organiser et de relayer l'action culturelle : l'Agence de coopération turcophone et l'Agence de coopération culturelle turcophone.

L'Agence de coopération turcophone (TIKA) est créée par les responsables de la diplomatie turque afin d'encadrer leur nouvelle stratégie et superviser l'action de ses autres organes. Avec des ramifications dans toutes les républiques turcophones, l'agence apparaît comme la pièce maîtresse de la nouvelle politique turque³⁶. Ce puissant auxiliaire a pour tâche de promouvoir le modèle turc et la coopération culturelle turcophone à travers l'instigation et l'encadrement de nombreux projets tels que l'établissement d'une langue et d'un alphabet communs pour les turcophones, les échanges universitaires, l'enseignement et le soutien des projets médiatiques et télécommunicationnels. À bien des égards, la TIKA est considérée par les responsables turcs comme la pièce maîtresse de la diplomatie turque du xxi^e siècle³⁷. L'Agence de coopération culturelle turcophone (TURKSOY) est, quant à elle, établie « pour accroître les relations culturelles entre les pays et les communautés turcophones, (...) pour maintenir une unité de langue et de culture pour les pays et les communautés turcophones³⁸ ». À long terme, son but officiel est de favoriser la socialisation et la solidarisation des États turcophones grâce à la coopération dans le domaine de la culture :

En donnant priorité à la coopération culturelle, nous avons eu pour but d'amener des républiques turcophones qui ont de forts liens historiques, linguistiques, culturels et religieux à établir une atmosphère de paix, de confiance et de coopération mais aussi de ramener le passé au présent. Cette solidarité entre les républiques turcophones devrait essentiellement générer l'amitié, la fraternité et un avenir brillant à la civilisation

36. Bülent GOKAY, *Turkey and the New States of the Caucasus and Central Asia*, rapport tiré de la Conférence 448 de Wilton Park, 18-22 septembre 1995, London, p. 33.

37. AGENCE INTERNATIONALE DE COOPÉRATION TURQUE (TIKA), *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, *op. cit.*, p. 1.

38. Polad BUBULOGLU, « Cultural Cooperation in the Turkic World », ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, TIKA, Ankara, *Eurasian Studies*, n° 3, 1996, p. 45.

turcophone. C'est à cet égard que ces pays apportent leur support aux initiatives pacifiques entre elles et la communauté internationale³⁹.

Outre sa structure institutionnelle, la politique culturelle moderne est aussi une diplomatie *high tech* qui repose sur l'intégration des mass média et des technologies de communication globale. Pour diffuser les normes culturelles d'un pays à la plus large audience possible, cette « cyber-diplomatie » utilise la radio, les chaînes de télévision spécialisées et Internet ; à cette fin, elle est aussi équipée de réseaux étendus de câbles, de téléphone, et de satellites lui permettant de connecter les zones ciblées à son périmètre d'influence télécommunicationnel. Ainsi, les politiques culturelles allemande et française se sont adaptées à l'âge de la diplomatie de masse en ayant recours à des satellites numériques comme Eutelsat (France) et Kopernikus (Allemagne) et à des chaînes spécialisées telles que ZDF (Allemagne), TV5, CFI ou *La Cinquième* (France). Les États-Unis ont pour leur part rendu leur politique culturelle plus compétitive en créant le *Broadcasting Board of Governors* en 1999 dans le cadre de la plus grande modernisation de leur système de diplomatie communicationnel depuis la guerre froide. Placé sous l'autorité du secrétaire d'État lui-même, le BBG est chargé de promouvoir la culture américaine à travers la monde avec l'assistance d'un vaste réseau de services publics incluant, entre autres, *Voice of America*, *Radio Free Europe*, *TV Marti* et *Worldnet Television*.

En se dotant de ces outils de diplomatie de masse, la politique culturelle turque s'est également inscrite dans l'ère de l'information du XXI^e siècle. Dans le secteur des télécommunications, la Turquie s'est assurée la couverture radiophonique, téléphonique, télévisuelle, et satellite de tout l'espace turcophone en reliant les républiques turcophones au réseau turc. Les stratèges turcs ont aussi su mettre à profit la radio, *Internet* et les biens de consommation audio et vidéo pour inonder quotidiennement les républiques turcophones de leur message culturel. Ils ont notamment remporté une victoire de taille en obtenant de connecter les républiques turcophones au réseau *Internet* via la Turquie⁴⁰. La célèbre station radio *Voix de la Turquie* s'est vue investie d'une mission nouvelle de propagande consistant à vanter les mérites du modèle turc. Enfin, la puissante agence de presse d'État, *l'Anadolu Ajansı* (Agence Anatolienne), l'Union de la presse eurasiatique et l'Union des agences d'information des pays turcophones (UAIPT) – créée en 1992 sous l'égide de la TİKA – assurent à la Turquie un contrôle quasi monopolistique de l'information diffusée dans le monde turque⁴¹.

Cependant, les véritables fers de lance de la cyber-diplomatie turque sont sans aucun doute le satellite panturque, Türksat et la chaîne de télévision eurasiatique Avraza. Déjà, avant Türksat, la télévision turque s'enorgueillissait

39. TİKA, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *ibid.*, p. 47.

40. *Hürriyet*, 6 novembre 1995.

41. B. Zakir AVSAR, « Communication between the Turkish Republics », ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, Ankara, TİKA, *Eurasian Studies*, n° 1, 1996, p. 105.

d'être « la seconde après CNN en termes de nombre de personnes à son audience⁴² ». Aujourd'hui, les médias globaux et Türksat font de la Turquie « un des plus gros diffuseurs transnationaux dans le monde⁴³ ». Grâce au satellite panturque, la politique culturelle se dote de son plus puissant instrument de diffusion : « En offrant un service de communication de masse de haute qualité, fiable et rapide aux Turcs d'Anatolie comme aux autres turcophones d'Asie, la Turquie est préparée à entrer dans le nouveau siècle, armée de l'outil de communication global par excellence⁴⁴. » Dès sa mise en place la chaîne TRT-Avrasya (Eurasie) devient un instrument clef de l'expansion culturelle turque. Conçue sur le modèle de tv5, la nouvelle chaîne commence à émettre en 1992 avec la vocation d'être « la télévision communautaire du Monde turcophone⁴⁵ ». Sa fonction est de mettre l'accent dans ses programmes sur les liens ethno-historiques entre la Turquie et ses sœurs d'Asie et de mettre en avant l'image d'une aire turque allant de l'Adriatique à la Grande Muraille tout en vantant les mérites du modèle turc⁴⁶. Ce faisant, l'objectif officiel de la chaîne eurasiatique est de faire naître un sentiment panturque et d'insuffler une dynamique de coopération et de solidarité entre les États turcophones. Mais comme l'affirme son directeur : « Le but derrière TRT-Avrasya est d'ouvrir une route culturelle vers les républiques turcophones accompagnant le flot de capital turc et l'influence politique d'Ankara⁴⁷. » À tous égards, Türksat et Avrasya sont des instruments diplomatiques d'une haute importance stratégique pour les dirigeants turcs.

III – Les actions culturelles

De manière générale, la fonction prioritaire de la diplomatie culturelle, qu'elle soit américaine, française ou turque, est d'accroître l'influence d'un État sur ses partenaires au moyen de la projection de ses normes culturelles et de leur institutionnalisation comme principes du jeu international. Ce que Hans Morgenthau appelait *la plus subtile et la plus puissante des politiques impérialistes*, « ne vise plus la conquête de territoires ou le contrôle de la vie économique mais la conquête et le contrôle de l'esprit des hommes comme un instrument pour modifier la relation de pouvoir entre les nations⁴⁸ ». Aujourd'hui plus que jamais, il apparaît que, « directement lié aux intérêts de chaque État [...] se trouvent la politique de diffusion de sa propre propagande idéologique dans les pays étrangers et sa politique de support pour les échanges culturels

42. *Hurriyet*, 30 avril 1992.

43. Haluk SAHIN et ASU AKSOY, « Global Media and Cultural Identity in Turkey », *Journal of Communication*, vol. 43, n° 2, 1993, p. 38.

44. *Ibid.*, p. 39.

45. B. Zakir AVSAR, *op. cit.*, p. 110.

46. Stéphane DE TAPIA, « Türksat et les Républiques Turcophones de l'ex-URSS », *CÉMOTI*, n° 20, 1995, pp. 406-407.

47. Haluk SAHIN et ASU AKSOY, *op. cit.*, p. 38.

48. Hans MORGENTHAU, *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*, New York, A. Knopf, 1973, p. 74.

et scientifiques compatibles avec cet objectif⁴⁹ ». Dans la pratique, la politique culturelle consiste en une multitude d'actions culturelles entreprises dans les divers domaines de la langue, de la religion, de l'éducation, des arts, de la science, des divertissements populaires et de la culture politique – visant toutes à exporter les normes nationales à l'étranger. Toutes ces actions ont pour but implicite de « changer les mentalités et les comportements de ceux dont le gouvernement agissant est dépendant pour réaliser ses propres objectifs⁵⁰ ». Observons quelques-uns des volets les plus importants de l'*agressive campagne culturelle*⁵¹ menée ces dernières années par la Turquie en Transcaucasie et en Asie centrale.

A – La Formulation d'un alphabet et d'une langue panturque

Comme pour la majorité des politiques culturelles à travers le monde, la langue est le domaine prioritaire d'action de la politique culturelle de la Turquie parce qu'elle est considérée comme le « pilier culturel » dont dépend tout le reste de la stratégie turque⁵². En effet, « les Turcs, à chaque fois qu'ils ont eu à réfléchir sur leur identité, ont mis très haut dans leurs priorités les questions ayant trait à leur langue, leur écriture et donc à leur alphabet⁵³ ». Dans cette perspective, la Turquie entreprend à partir de 1991 un projet de création d'une langue et d'un alphabet commun à tous les turcophones dans le but de « faciliter l'évolution et la consolidation des liens ethniques⁵⁴ ». L'objectif est de restituer à la langue « sa qualité d'élément 'fédérateur' des peuples turquises⁵⁵ » que lui a fait perdre la politique de déstructuration culturelle soviétique. La base d'un renouveau subsiste aujourd'hui dans la mesure où la communication est encore possible⁵⁶ et que « les langues turquises ont gardé un vaste vocabulaire et beaucoup d'éléments grammaticaux en commun⁵⁷ ». Comme condition préalable à la ré-homogénéisation linguistique, la Turquie s'engage à faire adopter aux nouvelles républiques turcophones

49. Karl DEUTSCH, *The Analysis of International Relations*, Englewood Cliffs NJ, Prentice Hall, 1988, p. 87.

50. K.J. HOLSTI, *op. cit.*, p. 116.

51. Melhrdad HAGHAYEGHI, « Islamic Revival in the Central Asian Republics », *Central Asian Survey*, vol. 13, n° 2, 1994, p. 253.

52. Didem Mersin ALICI, « The Role of Culture, History and Language in Turkish National Identity Building : An Overemphasis on Central Asian Roots », *Central Asian Survey*, vol. 15, n° 2, 1996, pp. 227-228.

53. Mustafa ÖNER, ministre des Affaires étrangères de la République de Turquie, Ankara, TKA, *Eurasian Studies*, n° 13, printemps 1998, pp. 72-73.

54. Shahram AKBARZADEH, « The Political Shape of Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 16, n° 4, décembre 1997, p. 530.

55. B. Zakir AVSAR, *op. cit.*, p. 101.

56. Louis BAZIN, « Les Peuples turcophones d'Eurasie : Un Cas majeur d'expansion linguistique », *Hérodote*, numéro spécial : Géopolitique des langues, n° 46, 1986, pp. 75-109.

57. Anthony HYMAN, « Turkestan and Panturkism Revisited », *Central Asian Survey*, vol. 16, n° 3, septembre 1997, p. 340.

l'alphabet latin qu'elle utilise depuis 1926⁵⁸. L'enjeu est si important qu'il est l'objet d'une véritable lutte entre la Turquie et les puissances rivales de la région : « La Turquie fait pression pour que soit adopté l'alphabet latin, les Russes militent pour le maintien du cyrillique, tandis que les Iraniens et les Saoudiens, pour une fois réunis, mènent campagne pour le retour de l'arabo-persan⁵⁹. » Le premier round est remporté par la Turquie.

Le sommet de l'Alphabet turc commun, organisé à Ankara en 1991, aboutit à l'adoption d'un alphabet de 34 lettres. En mars 1993, la Turquie et ses partenaires turcophones adhèrent à une Convention perpétuelle de la langue. Pour faciliter la transition scripturale dans les républiques turcophones, la Turquie a mis en place un plan d'incitation qui prend la forme d'une aide financière (1,5 milliard dès 1992)⁶⁰ et matérielle (envoi massif de manuels, de machines à écrire, à imprimer et de formateurs). Cette assistance est formalisée par une série d'accords bilatéraux et encadrés par la TIKA. La Turquie s'est par exemple engagée à apporter son soutien à la Kirghizie dans l'ensemble de ses efforts pour adopter l'alphabet latin en lui offrant notamment l'équipement nécessaire⁶¹. De même, en vertu de l'accord linguistique de 1992, la Turquie offre une assistance matérielle et financière au Turkménistan pour aider sa transition vers l'écriture latine lui fournissant également des manuels d'initiation et du matériel d'imprimerie⁶². À long terme, les dirigeants turcs espèrent que l'adoption de l'écriture latine encouragera l'émergence de classes éduquées agissant en « intermédiaires entre leurs concitoyens et les autres turcophones⁶³ ». Pour les stratèges turcs, l'uniformisation de l'alphabet n'est pas seulement une question de communication, elle est un moyen nécessaire pour la création d'une identité turcophone.

À l'homogénéisation de l'alphabet, s'ajoute l'effort de la politique culturelle pour réaliser une homogénéisation de la langue. Dans ce domaine, la Turquie adopte une approche double. D'abord, elle s'investit dans la « promotion systématique de sa langue comme une langue seconde, une *lingua franca* pour l'aire turcophone⁶⁴ ». Pour ce faire, des grammaires et des dictionnaires de conversion entre l'anatolien et les autres dialectes turciques sont conçus dans les universités turques et envoyés gratuitement dans le monde turc. De plus, la TIKA finance l'établissement de centres de formation de la langue turque dans

58. Guissou Djahangiri souligne que « la question de l'alphabet, loin de n'être que symbolique, occupe à cette époque une place cruciale dans la politique culturelle de la Turquie ; l'un des déterminants pour l'avenir des républiques dites musulmanes à dominante turcophone est en effet le choix de l'alphabet », in J.-C. ROMER, *La Fin d'un Empire : de l'URSS à la CEI*, Paris, La Documentation Française, 1992, p. 188.

59. O. ROY dans R. BERTON-HOGGE, « EX-URSS : Les États du divorce », Paris, La Documentation Française, 1993, p. 8.

60. « Front-Line Friend », *Economist*, 1992 p. 18.

61. M. HAGHAYEGHI, *op. cit.*, pp. 261-262.

62. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 219.

63. S. AKBARZADEH, *op. cit.*, p. 530.

64. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 212.

chacun des États turcophones. Parallèlement, la Turquie initie un projet de création d'une langue écrite commune pour toute la zone turcophone. Dès le printemps 1992, est créé un Comité permanent de la langue turcique ayant pour tâche de formuler une langue avec des éléments communs au turc anatolien et aux autres dialectes turcs. Ainsi que l'expliquent les dirigeants de l'Agence de coopération turcophone : « Ce projet a été préparé avec pour objectif de raviver une langue écrite commune qui renforcerait la communication entre les sociétés turciques, et renforcer du même coup l'intégration autour des mêmes valeurs communes⁶⁵. » Selon les dirigeants turcs, les progrès réalisés jusqu'à présent devraient opérer un rapprochement linguistique notable pour les années 2000⁶⁶.

Les responsables de la politique culturelle misent énormément sur les réseaux de télécommunications modernes pour diffuser et enraciner progressivement l'emploi de ce médium de communication. Pour l'heure, une étape est franchie avec la création de la première version d'une langue turque standard appelée « turc simplifié », permettant à l'anatolien de communiquer plus aisément avec ses cousins centrasiatiques. Ce turc standard est actuellement diffusé à travers la télévision sous forme de sous-titres accompagnant les programmes retransmis dans les pays turcophones. L'action de la Turquie dans un pays comme le Turkménistan offre une bonne illustration de cette politique de la langue. En optant pour l'outil linguistique Ankara a trouvé un excellent moyen d'y « faire jouer des proximités culturelles anciennes et profondes⁶⁷ » sans heurter la sensibilité de ses rivaux iraniens et russes. Ainsi, l'adoption d'une langue commune comme *élément d'importance stratégique* a été au cœur de la Conférence de coopération stratégique turco-turkmène de décembre 1995 : « Durant la conférence, les intervenants attirent l'attention sur les liens fraternels qui unissent les deux pays et soulignent le fait que l'élément le plus important pour le renforcement de ces liens est d'accroître les études sur une langue commune et de continuer les études à propos de l'établissement d'une terminologie commune⁶⁸. » De manière générale, ce projet d'espéranto turcique mérite la plus grande attention. Ce qui peut sembler utopique aujourd'hui pourrait bien constituer une pierre angulaire de la construction d'une identité et d'une communauté panturque au XXI^e siècle.

B – L'histoire, l'archéologie et la construction du mythe fondateur de la turcophonie

La promotion d'une mémoire commune mettant en valeur les liens antiques qui unissent les nations turcophones, mais également le prestige

65. TİKA, *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, p. 19.

66. *Ibid.*, p. 19.

67. Marc FERRO, *L'État de toutes les Russies*, Paris, La Découverte, IMESCO, 1997, p. 330.

68. TİKA, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *Eurasian File*, n° 49, janvier 1996, p. 2.

d'État moderne et séculier de la Turquie, sont parmi les points forts de la politique culturelle.

En premier lieu, cette approche consiste à promouvoir la thèse historique d'un « territoire historique » et d'une « généalogie commune ». Cette thèse est justifiée par des références constantes à la grandeur de la civilisation turcique et aux grands empires *de tous les turcophones* comme ceux de Genghiz Khan ou de Teymour. Les manuels scolaires d'histoire dont la Turquie inonde littéralement les écoles turcophones constituent le principal support de promotion de cette historiographie panturque⁶⁹. En ciblant les jeunes générations, dans des sociétés scolarisées à plus de 90 %, les responsables de la politique culturelle fondent l'espoir de voir cette conscience historique panturque s'implanter durablement dans la mémoire collective des peuples turcophones. En outre, les projets archéologiques se multiplient en vue de restaurer les vestiges antiques du passé commun et donner une légitimité historique au mythe de la Panturquie culturelle du *xx^e* siècle. C'est dans cette perspective que la TİKA a financé la mise à jour des monolithes gravés de la vallée d'Orkhon (Mongolie) faisant foi de l'origine commune des peuples turciques. Dès le départ, l'objectif des autorités turques était « de faire d'un texte du *viii^e* siècle un élément fondamental du discours identitaire du *xx^e* siècle⁷⁰ ». Ces vestiges symboliques ont une importance capitale dans la politique de revivification de l'identité panturque : « Outre leur intérêt linguistique et historique, (...) ils évoquent des problèmes qui se présentent aujourd'hui (...). Ils peuvent être puissamment utiles dans un discours identitaire, auquel leur ancienneté et leur style épique peuvent conférer d'autant plus d'efficacité⁷¹. » Ce que l'on a appelé des « sanctuaires de la légitimité politique » peuvent en effet faire fonction de puissants catalyseurs d'influence⁷².

L'histoire plus récente est également mise à profit en sensibilisant les turcophones au prestige de la Turquie post-ottomane et de son rôle international. La Turquie encourage notamment la promotion de la figure emblématique de Kémal Atatürk, « le père des Turcs ». Ceci s'accompagne par la création dans les grandes villes turcophones de Fondations Atatürk que l'on pourrait comparer aux Instituts Goethe allemands. Lors de l'inauguration de sa filiale en Kirghizie, le premier ministre de ce pays déclarait : « Les idées d'Atatürk sont un guide à la fois pour la Kirghizie et pour toute l'Asie centrale durant cette période de restructuration⁷³. » Ces fondations sont particulièrement

69. Ces manuels sont minutieusement préparés pour servir la doctrine turque. Un arrêté d'avril 1993 soumet les éditeurs turcs à l'obligation de faire figurer une carte du monde turc de l'Anatolie à la Grande Muraille de Chine dans tous les manuels d'enseignement.

70. Éric COPEAUX, *Espace et temps de la nation Turquie, Analyse d'une historiographie nationaliste 1932-1993*, Paris, Éditions CNRS, 1997, p. 154.

71. *Ibid.*, p. 124.

72. Thierry ZARCONÉ, « Quand le saint légitime le politique. Le Mausolée de Afaq Khuraja à Kashgar », *Central Asian Survey*, vol. 18, n° 2, janvier 1999, p. 225.

73. TİKA, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *Eurasian File*, vol. 40, n° 1, septembre 1995, p. 3.

actives dans la promotion du kémalisme au sein des universités kirghizes et ont notamment obtenu que soit célébrée une journée de commémoration à la mémoire d'Atatürk le 10^e jour de novembre⁷⁴. De façon générale, la politique turque a très bien su mobiliser archéologues et historiens et utiliser le discours historique pour jeter les ferments d'une renaissance future du sentiment panturc.

C – Éducation et religion : la conquête des esprits

Dès 1991, la Turquie initie une politique audacieuse dans le domaine de l'éducation qui devient rapidement l'un des éléments proéminents de sa politique culturelle. La construction d'écoles, l'envoi de professeurs et l'offre de bourses aux étudiants turcophones sont financés dans l'espoir que les jeunes générations qui bénéficient de ces réalisations « vont établir l'unité des Républiques turques dans le monde moderne⁷⁵ ». Comme c'est le cas dans la plupart des situations de politique culturelle, et notamment dans le cadre des politiques coloniales, il s'agit donc de pénétrer durablement les sociétés turcophones au moyen de l'imprégnation de leurs futures élites. En collaboration avec le Haut conseil de l'éducation (YÖK) la TİKA entreprend de nombreuses initiatives comme la mise en place d'un statut spécial pour les étudiants turcophones et le lancement du projet « 10 mille étudiants » consistant à offrir chaque année à 2000 étudiants de chaque république turcophone des bourses, des frais de scolarité et des permis de résidents pour leur permettre de poursuivre leurs études dans des universités turques. Il ne faut pas négliger dans ce domaine la contribution de l'organisation nordjou de Fethullah Gülen qui, en collaboration étroite avec l'État turc, a inauguré à ce jour près de 100 écoles turques dans sept républiques centrasiatiques avec pour objectif « de mener des activités missionnaires et de susciter un contexte favorable pour la création d'un lobby et d'une bureaucratie pro-turcs⁷⁶ ».

Parallèlement, le gouvernement turc et le Comité d'étude du monde turc (*Türk Dünyası Arastırma Vakfı*) subventionnent la création de nombreuses universités et institutions scolaires aux quatre coins du monde turc⁷⁷. Parmi les pays hôtes de ces établissements turcs, le Kazakhstan se trouve au premier rang (33), suivi de l'Ouzbékistan (20) et de l'Azerbaïdjan (15)⁷⁸. Bien que troisième, l'Azerbaïdjan est un terrain de choix pour la politique culturelle turque en raison notamment de la proximité géographique, ethnique et linguistique⁷⁹. En raison de la réticence de la Turquie à être impliquée dans la

74. TİKA, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *Eurasian File*, vol. 96, n° 1, avril 1998, p. 6.

75. B. ZAKIR AVSAR, *op. cit.*, p. 112.

76. H. TURGUT, « Fetuhllah and his Schools », *Yeni Yuzyil Newspaper*, 15 janvier 1998.

77. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 213.

78. TİKA, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *Eurasian File*, vol. 43, n° 2, octobre 1995.

79. Document préparé par l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan à Washington, *An Emerging Free Market Democracy. Country Reference Book*, Bakou, ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, Washington DC, automne 1998, p. 10.

crise du Nagorno-Karabakh, la politique culturelle constitue pour ses dirigeants la stratégie la plus prudente et certainement la plus fructueuse dans le long terme. Depuis le début des années 1990, Bakou et Ankara ont signé de nombreux accords dans les domaines de l'éducation, de la gestion de bibliothèques et de la formation d'enseignants. Cette collaboration étroite entre les deux capitales a notamment pris la forme, en 1997, d'un programme d'échanges mis sur pied par la TİKA, permettant à des étudiants azéris de bénéficier de bourses d'études du Centre d'enseignement de la langue à Iskenderun en Turquie⁸⁰. Il est certain que ces nombreuses initiatives constituent l'un des aspects capitaux de la stratégie culturelle turque. À cet égard, de nombreux analystes sont d'avis que le volet « éducation » de la politique culturelle va s'avérer très profitable pour la Turquie dans le futur⁸¹. Selon S. Cornell, « l'offre des bourses d'études pour des milliers d'étudiants azéris et centrasiatiques est un geste qui va jouer un rôle fondamental en générant une élite dans chacun de ces pays qui sera familière et favorablement disposée envers la Turquie⁸² ». En s'inscrivant dans un schéma à long terme, la diplomatie culturelle est à même d'assurer à la Turquie un contrôle « intelligent » et durable sur l'avenir des républiques turcophones.

La conquête des esprits est complétée par une campagne assidue dans le domaine de la religion. La Turquie, « un pays où l'État a hérité des qualificatifs d'Allah⁸³ » a toujours su mettre en valeur son caractère musulman pour servir ses intérêts à l'étranger. Dès 1991, les responsables turcs décident de jouer « la carte de l'Islam » en en défendant toutefois une version modérée et sécularisée. Très vite s'impose dans le monde turcophone un « modèle turc » en matière de religion : « il s'agit d'un modèle de contrôle et de gestion de l'Islam par la mise en place d'un clergé fonctionnalisé et dépolitisé⁸⁴ ». Pour les dirigeants turcs l'objectif est de démontrer que « l'Islam, la démocratie, les droits de l'homme peuvent aller ensemble » (S. Démirel)⁸⁵. Là comme ailleurs, la politique culturelle turque repose sur une solide organisation. Dès le départ, Ankara sait que « le clergé turc peut être utilisé comme un atout appréciable dans toutes les républiques turcophones⁸⁶ ». La pièce maîtresse de la politique religieuse turque est le puissant Directorate des affaires religieuses dont le budget, « plus

80. TİKA, *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, p. 8.

81. S. HUNTER, *op. cit.*, p. 66.

82. S. Cornell pense que « logiquement, on peut s'attendre à ce que ces étudiants occupent dans l'avenir des positions d'influence de degré variable dans la bureaucratie et les institutions d'éducation de ces républiques turcophones », in S. CORNELL, « Turkey and the Conflict in Nagorno Karabakh », *Middle Eastern Studies*, vol. 34, n° 1, janvier 1998, p. 68.

83. Jean AARDE, « La Turquie entre trois mondes », *Afrique et Asie modernes*, n° 62, automne 1989, p. 95.

84. Olivier ROY, « Le Rôle de l'Islam en Asie centrale et au Caucase », *Nouveaux mondes*, n° 3, automne 1993, p. 25.

85. M. AYDIN, *op. cit.*, p. 162.

86. M. HAGHAYEGHI, *op. cit.*, p. 261.

gros que celui de beaucoup de ministères⁸⁷ », permet de contrôler les questions ayant trait au clergé et à l'éducation religieuse. Sur le terrain, le « *Directorat des affaires religieuses finance des conseillers des affaires musulmanes qui font construire des mosquées et des *madrassahs* dans chaque capitale⁸⁸ ». Ces représentants religieux du gouvernement turc servent de relais efficaces à sa politique culturelle⁸⁹.*

La politique religieuse turque est active dans chacun des États turcophones comme c'est notamment le cas au Kazakhstan. La Turquie y offre comme ailleurs une assistance en matière de construction de *madrassahs* et d'éducation coranique. L'Office des affaires religieuses et ses représentants sur le terrain veillent également à la réorganisation du système religieux sur le modèle turc⁹⁰. Au Turkménistan, dans le même ordre d'idées, une centaine d'étudiants sont choisis chaque année pour recevoir une formation religieuse au sein du clergé turc. En général, la Turquie ambitionne de devenir le principal « pôle de la recomposition de l'espace musulman de l'ex-URSS⁹¹ ». Elle a de sérieux atouts pour y parvenir puisque son sunnisme « sans extase⁹² » « est quelque chose que tous les pays d'Asie centrale espèrent imiter⁹³ ». De plus, cette politique de diffusion d'un islam sécularisé et contrôlé reçoit le plein appui des alliés occidentaux de la Turquie qui y voient un élément stabilisateur dans une région où la fièvre islamiste constitue – comme l'actualité nous l'a montré récemment – une menace permanente pour la sécurité internationale. Au moyen de cette politique religieuse qui conjugue panturquisme, panislamisme et pro-occidentalisme, la Turquie a donc toutes les chances de conforter sa position globale et de créer une aire culturelle homogène placée sous son autorité spirituelle et de plus en plus temporelle⁹⁴.

IV – Tentative de bilan

Avant de conclure, il convient d'essayer de déterminer dans quelle mesure les efforts considérables investis par la Turquie dans sa campagne culturelle ont pu contribuer à accroître son influence dans le monde turc. En d'autres termes, il convient d'évaluer la validité de l'hypothèse selon laquelle la projection et l'institutionnalisation des normes culturelles d'un pays à

87. ÉRIC ROULEAU, « The Challenges to Turkey », *Foreign Policy*, novembre-décembre 1993, p. 121.

88. AHMED RASHID, *The Resurgence of Central Asia. Islam or Nationalism*, Karachi, Oxford University Press, coll. Z Books. 1994, p. 211.

89. Semih VANER dans Didier BILLION, *Le Rôle géostratégique de la Turquie*, Paris, Iris Presse, 1995, p. 47.

90. M. HAGHAYEGHI, *op. cit.*, p. 261.

91. O. ROY, *op. cit.*, p. 44.

92. J. AARDE, *op. cit.*, pp. 96-97.

93. Ian CUTHBERSON, « The New 'Great Game' », *World Policy Journal*, vol. 11, n° 4, hiver 1994-1995, p. 38.

94. Pinar AKALI, « Islam as a Common Bond in Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 17, n° 2, juin 1998, pp. 254-267.

l'étranger peuvent favoriser ses intérêts politiques et économiques⁹⁵. L'objectif n'étant pas ici d'établir une quelconque corrélation, je me contenterai d'observer un certain nombre de « convergences temporelles » entre l'intensification de la politique culturelle de la Turquie dans les années 1990 et l'augmentation notable de ses avantages concrets dans la zone ciblée.

A – L'impact culturel

L'amplification de la diplomatie culturelle turque coïncide avec l'apparition d'un certain nombre de tendances indiquant une nette progression de l'influence culturelle de la Turquie dans les républiques turcophones. En premier lieu, on assiste à un phénomène général de *returcification* culturelle de ces républiques. Ce qui frappe dès le début des années 1990 c'est qu'« en dépit de l'héritage culturel mixte, les élites culturelles et politiques se considèrent à 100 % turciques⁹⁶ ». La diplomatie culturelle turque a largement accéléré ce phénomène en encourageant systématiquement les peuples ex-soviétiques à redécouvrir et à revendiquer leur turcité⁹⁷. Aujourd'hui il s'avère que le processus de construction identitaire de ces peuples repose essentiellement sur les valeurs diffusées par la politique turque et en particulier sur la référence au patrimoine turcique commun⁹⁸. En second lieu, la nouvelle diplomatie s'accompagne d'un succès considérable du *modèle socioculturel turc* dans les nouvelles républiques turcophones. Au milieu de la dernière décennie, la Turquie devient en effet « l'objet d'un intérêt accru de la part des Turcs d'Asie et un modèle d'attraction culturelle⁹⁹ ». On assiste dès lors à l'émergence de ce que l'on a qualifié de « préférence forte pour la Turquie¹⁰⁰ » au sein des sociétés turco-asiatiques. Là encore, l'intense campagne de *marketing* de la Turquie n'a pu qu'influencer positivement le choix des gouvernements turcophones en faveur de la voie turque. Les observateurs s'accordent effectivement pour dire que « la Turquie peut s'enorgueillir d'avoir joué un grand rôle dans la recherche d'un modèle approprié¹⁰¹ ». En troisième lieu, l'accentuation de la campagne culturelle d'Ankara dans la sphère turcophone coïncide avec un remarquable renouveau du panturquisme centrasiatique. Pour Jacob Landau ceci est plus qu'une simple coïncidence puisque la politique turque a, selon lui, « rouvert le débat idéologique du panturquisme et suscité son développement après une période de latence¹⁰² ». Comme en témoigne la presse turcophone, la référence

95. J. NYE, *op. cit.*, 1990, p. 33.

96. Meryem KIRIMLI, « Uzbekistan in the New World Order », *Central Asian Survey*, vol. 16, n° 1, 1997, p. 57.

97. S. GANGLOFF, « La Turquie vers de nouveaux horizons ? », *Défense nationale*, novembre 1992, p. 115.

98. Azamat SARSEMBAYET, « Imagined Communities », *Central Asian Survey*, vol. 18, n° 3, septembre 1999, p. 330.

99. M. AYDIN, *op. cit.*, p. 167.

100. M. AHRARI, « The Dynamics of the New Great Game in Muslim Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 13, n° 4, 1994, p. 533.

101. S. AKBARZADEH, *op. cit.*, p. 523.

102. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 220.

à un monde turc est aujourd'hui un concept clef du débat politique dans les républiques caucasiennes et centrasiatiques¹⁰³. Il s'agit toutefois, faut-il le rappeler, d'un panturquisme moderne et culturel essentiellement axé sur l'idée d'une coopération mutuelle entre les frères turcs.

Les mutations culturelles qui accompagnent l'accélération de la diplomatie culturelle turque s'accompagnent à leur tour de l'éclosion d'une *identité panturque supranationale*. Il faut dire que celle-ci se développe avec d'autant plus de facilité qu'en dépit de leurs efforts, les gouvernements des nouvelles républiques ont échoué jusqu'à présent dans leur tentative de créer et d'enraciner une identité nationale forte¹⁰⁴. Leur projet est mis à mal par la persistance de liens tribaux sub-ethniques mais aussi dans une large mesure par l'influence grandissante de cette conscience supranationale¹⁰⁵. Actuellement, les analystes s'accordent pour dire que ce processus de construction identitaire procède d'une logique régionale davantage que d'une logique domestique¹⁰⁶ – ou en d'autres termes que « les États centrasiatiques ne peuvent plus éviter d'être construits de l'extérieur autant que de l'intérieur¹⁰⁷ ». Le développement de l'identité panturque est particulièrement observable au niveau des élites. Ainsi une large part de l'intelligentsia turcophone ne s'identifie plus par la dénomination nationale mais « préfère le terme de Turkestani ou simplement de Turcs¹⁰⁸ ». Ce phénomène s'explique « à cause de l'accent mis sur la turcité et la turcophonie¹⁰⁹ » – emphase à laquelle a fortement contribué la diplomatie turque. Comme l'affirme un intellectuel ouzbek : « le concept de 'turcité' (être turc) a pris une telle place dans notre vocabulaire que le concept d'ouzbekité' (être ouzbek) est en train de perdre progressivement sa signification et son âme¹¹⁰ ». De même, « il est commun aujourd'hui pour les Azéris de se référer à eux-mêmes simplement comme Turcs, une ancienne pratique qui est de plus en plus ravivée¹¹¹ ». Dans toute l'aire turcophone, y compris dans les zones turcophones du Xinjiang chinois, on observe de plus en plus de « signes d'identité panturque¹¹² ». Ce bouleversement identitaire crée sans aucun doute un contexte favorable à la création d'une dynamique de coopération entre les États turcophones.

103. A. SARSEMBAYET, *op. cit.*, p. 339.

104. John GLENN, *The Social Legacy in Central Asia*, New York, St Martin's Press, 1999, 210 p.

105. Saulesh EZENOVA, « Tribalism and Identity in Contemporary Circumstances », *Central Asian Survey*, vol. 17, n° 3, 1998, pp. 443-462.

106. Eric MILLER, « Post-Soviet Central Asia. Explorations in Identity Formation », *International Politics*, vol. 38, mars 2001, pp. 125-136.

107. Pauline J. LONG, « The Future of Central Asian Statehood », *Central Asian Monitor*, n° 1, 1999, p. 1.

108. A. HYMAN, *op. cit.*, pp. 343-347.

109. M. KIRIMLI, *op. cit.*, p. 56.

110. Nasimacan RAHMANOV, *Turk mi yaki Ozbek mi ? (Suis-je Turc ou Ouzbek ?)*, dans M. KIRIMLI, *op. cit.*, p. 56.

111. A. HYMAN, *op. cit.*, p. 340.

112. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 205.

B – L'impact politique et stratégique.

L'accroissement de l'effort investi dans la diplomatie correspond également à un réalignement idéologique et politique des républiques turciques sur la Turquie. Les dirigeants turcophones ont tout d'abord été « séduits » par le système turc, culturellement plus compatible avec leurs intérêts nationaux : « D'un point de vue politique, les dirigeants ont une affinité naturelle avec la forme kémaliste de la démocratie. Contrôlée et dirigée par le sommet, elle se combine parfaitement à la fois avec les coutumes traditionnelles de l'Asie centrale et avec les normes du système soviétique encore bien enracinées¹¹³. » À la fois turcique et pro-occidental, musulman et séculier, démocratique et centralisé, le modèle socioculturel turc est en effet taillé sur mesure pour les nouvelles républiques¹¹⁴. Si bien que dans la plupart d'entre elles le système politique est calqué sur celui de la Turquie¹¹⁵. Pour le président ouzbek, comme pour les autres dirigeants du monde turcophone, ce choix est « une référence culturelle et, au-delà, une adhésion à un modèle politique laïc et occidental¹¹⁶ ». Il y a dans cet « attachement au modèle turc¹¹⁷ », une association étroite qui est faite par les dirigeants turcophones entre la Turquie culturelle et la Turquie politique¹¹⁸. À bien des égards, le modèle turc est perçu par ces leaders comme le seul capable de rendre possible la transition de leurs républiques vers la démocratie et le capitalisme¹¹⁹.

L'accroissement du prestige politique et culturel de la Turquie concorde avec le renforcement de sa position politique et stratégique dans le monde turc. En Asie centrale, il s'est rapidement avéré que les gouvernements turcophones se sentaient « plus à l'aise de promouvoir des relations avec une Turquie laïque sur la base d'affinités non islamiques et linguistiques qu'avec l'Iran¹²⁰ ». Au Caucase, il est également apparu que le devenir de l'influence turque ne dépendait pas seulement des initiatives politiques et stratégiques d'Ankara mais aussi, pour une part appréciable, de son habilité à faire fructifier

113. I. LIPOVSKY, « Central Asia : in Search of a New Political Identity », *Middle East Journal*, vol. 50, n° 2, printemps 1996, p. 212.

114. M. MÜFTÜLER, « Turkey's New Vocation », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 22, n° 3, 1999, pp. 1-15.

115. Ceci est particulièrement observable avec la constitution de la république d'Azerbaïdjan adoptée en 1995. L'Azerbaïdjan qui est le seul État turcique du Caucase est aussi le seul à avoir choisi ce modèle. Contrairement à l'Arménie ou à la Géorgie, « en Azerbaïdjan, plus proche par la langue et par la culture, le modèle turc s'impose fermement » ; Bakou, ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, document préparé par l'Ambassade de la République d'Azerbaïdjan aux États-Unis, *Republic of Azerbaijan*, Washington DC, décembre 1993.

116. S. GANGLOFF, *op. cit.*, p. 115.

117. J. Landau, *op. cit.*, p. 217.

118. Ceci est assez clair quand Karimov déclare : « Je dis sans détour que le processus turc de développement est le plus acceptable pour nous (...) en tant que processus de développement sociétal issu d'une civilisation séculière », in I. LIPOVSKI, *op. cit.*, p. 216.

119. *Ibid.*, p. 216.

120. V. BELOKRENSKIY, « Russia and Central Asia », *Asian Survey*, vol. 34, n° 12, décembre 1994, p. 1101.

ses liens culturels avec les États de la région et en particulier avec l'Azerbaïdjan¹²¹. Grâce à ces liens la Turquie est rapidement devenue le *plus grand frère* – à défaut d'être le grand frère¹²². Aujourd'hui, il semble acquis que l'accent mis par Ankara sur les affinités culturelles depuis plus de dix ans explique – en partie du moins – l'accroissement remarquable de l'influence turque dans la région et l'alignement des gouvernements sur la politique d'Ankara¹²³.

On peut également déceler une influence grandissante de la Turquie dans le domaine de la coopération stratégique et militaire¹²⁴. La Turquie s'est avérée être un interlocuteur essentiel dans l'élargissement du programme *Partenariat for Peace* de l'OTAN aux républiques turcophones¹²⁵. Dès la fin des années 1990, le rôle culturel de la Turquie apparaît comme un aspect décisif de l'intégration progressive de ces républiques au système de sécurité de l'OTAN¹²⁶. Ces progrès de l'influence stratégique d'Ankara dans la région sont couronnés par le choix de la Turquie pour diriger l'International Security Assistance Force (ISAF) déployée en Afghanistan en 2002¹²⁷. Plus que jamais, Ankara devient l'allié incontournable des États-Unis dans cette région du globe. Pour les dirigeants de Washington, la Turquie apparaît « au carrefour de quasiment toutes les questions importantes pour les États-Unis sur le Continent eurasiatique¹²⁸ ». La politique culturelle s'affirme par conséquent comme un élément stratégique dans la perspective de l'émergence d'une identité de défense eurasiatique.

C – L'impact économique

L'accentuation de la politique culturelle s'est aussi accompagnée d'un accroissement de l'influence économique de la Turquie dans le monde turc. Dans ce domaine, il est rapidement apparu aux analystes que « la Turquie a pris avantage de ses liens ethniques et linguistiques avec les républiques turcophones pour se présenter comme un modèle, affirmant avoir réussi avec succès le passage de l'économie centralisée à l'économie de marché que ces

121. S. CORNELL, *op. cit.*, pp. 67-68.

122. T. SWIETOCHOWSKI, « Azerbaïdjan : Perspective from the Crossroads », *Central Asian Survey*, vol. 18, n° 4, 1999, p. 420.

123. Leïla ALIEVA, « Reshaping Eurasia: Foreign Policy Strategies and Leadership Assets in Post-Soviet South Caucasus », *Univ Cal Berkeley Program Soviet and Post-Soviet Studies*, hiver 2000 ; Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, Stephen BLANK, « New Trends in Caucasian Security », *Eurasian Studies*, n° 13, printemps 1998, p. 4.

124. On peut penser notamment à l'installation de bases turques en Azerbaïdjan. AFP 251418, janvier 1999.

125. Voir « Study on NATO Enlargement », chap. 3 : How PFP Can Contribute to the Enlargement Process ; « Relation with the Central Asian Republics », in <http://www.mfa.gov.tr>.

126. Voir « Western Aid : A Stabilizing Factor ? », in <http://www.nato.int/docu>.

127. Voir <http://www.nytimes.com/reuters/world/international-afghan-Canada.html>, janvier 2002.

128. Aysegül SEVER, « Turkey's Stance on 'Dual Containment' », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 24, n° 1, hiver 2001, p. 65.

derniers tentent de réaliser¹²⁹ ». À l'aide d'une diplomatie de persuasion élaborée, Ankara a su convaincre les leaders turcophones d'accepter l'expérience turque comme étant la plus adaptée à leur profil socioculturel et leurs besoins économiques. Exprimant l'opinion de ses homologues turcophones, le président Ouzbek I. Karimov déclare en 1996 : « En évoluant vers l'économie de marché nous avons opté de façon concluante pour le processus suivi par la Turquie et nous avons l'intention de continuer dans cette voie¹³⁰. » L'exportation réussie du modèle de développement turc semble avoir à son tour facilité l'ouverture des économies caucasienne et centrasiatique à la Turquie.

Parallèlement à l'accentuation de sa diplomatie culturelle, Ankara a vu ces dernières années ses gains économiques dans le monde turc s'accroître de façon remarquable. Depuis le milieu des années 1990, le commerce de la Turquie avec les pays eurasiens (plus de 10 % du volume total de son commerce extérieur) augmente en moyenne approximativement de 35 % par an¹³¹ passant de 145 millions de dollars en 1992 à 5,6 milliards de dollars en 1999¹³². Dès la fin de la décennie, elle est la seule puissance économique moyenne à se hisser parmi les principaux partenaires du monde turc aux côtés de « géants économiques » tels que l'Europe, la Chine, la Russie ou les États-Unis¹³³. En 2002, malgré l'absence d'atouts économiques notables, la Turquie est devenue le 2^e pays importateur en Azerbaïdjan, le 2^e au Turkménistan, le 3^e au Kazakhstan et le 5^e en Ouzbékistan¹³⁴. Au Caucase comme en Asie centrale, « la présence économique et culturelle de la Turquie est fortement ancrée et continue de croître¹³⁵ ». En outre, cette évolution s'est accompagnée d'un début d'intégration économique au sein de l'Organisation de coopération économique avec l'adoption d'un protocole portant sur un Accord de tarif préférentiel de 10 % et un projet à long terme d'élimination complète des barrières douanières entre les pays turcophones¹³⁶. Par ailleurs, la Turquie pourrait marquer des points supplémentaires dans l'éventualité de plus en plus envisagée ces dernières années d'une adhésion des pays centrasiatiques à l'Organisation de coopération de la mer Noire¹³⁷.

129. J. DORIAN *et al.*, « Central Asia and Xianjiang, China », *Central Asian Survey*, vol. 16, n° 4, décembre 1997, p. 472.

130. J. SOWERWINE, « Nation-Building in Central Asia : The Turkish Connection », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 18, n° 4, été 1995, p. 10. Nazarbaïev a, lui aussi, « choisi de développer en priorité l'expérience économique turque », in *Vestnik Kazakhstana*, Alma-Ata, 11 juin 1994.

131. TİKA, *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, p. i.

132. Voir « Relation with the Central Asian Republics », in <http://www.mfa.gov.tr>, 1999.

133. *L'État du monde*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998, 623 p.

134. CIA – The World Factbook, <http://www.odci.gov/cia/publications/factbook/geos/aj.html>, 2002.

135. T. SWIETOCHOWSKI, *op. cit.*, p. 429.

136. L'ECO inclut la Turquie, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, le Tadjikistan et les 5 nouvelles républiques turcophones. Voir « Turkey and the ECO », in <http://www.mfa.gov.tr>.

137. M. MÜFTÜLER, *op. cit.*, p. 11.

Depuis la mise en place de sa nouvelle diplomatie, les résultats économiques les plus « extraordinaires » obtenus par la Turquie l'ont été dans le domaine des hydrocarbures¹³⁸. Au Caucase, la Turquie a remporté des parts considérables dans l'exploitation des gisements azéris bénéficiant d'une « évidente faveur au détriment de sa rivale iranienne¹³⁹ » au cours de ce que l'on a appelé le « marché du siècle¹⁴⁰ ». Elle a également été largement favorisée dans le dossier du projet de pipeline destiné à exporter le pétrole de la zone turcophone vers le marché mondial. Le réseau oléoduc passant par la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan, la Géorgie et aboutissant au port turc de Ceyhan s'est rapidement imposé alors que sa rentabilité est de plus en plus remise en question¹⁴¹ et « alors que le coût des travaux, évalué à 231 millions de dollars, est nettement plus élevé que celui nécessaire à la modernisation de l'itinéraire russe, évalué à 56 millions de dollars¹⁴² ». Certes, l'appui de l'allié américain est pour beaucoup dans le choix du trajet turc mais il n'explique pas tout. Il n'explique pas, par exemple, que les gouvernements centrasiatiques comme celui du Turkménistan aient fait du « lobbying acharné » pour que leur pétrole soit évacué vers la Turquie plutôt que vers la Russie, la mer Noire ou l'Iran¹⁴³. En fait, même les analyses privilégiant le rôle des États-Unis reconnaissent l'importance centrale de la diplomatie turque et des liens culturels entre Ankara et les pays turcophones¹⁴⁴. Reste à savoir si, avec l'installation d'un régime plutôt pro-occidental à Kaboul, le trajet turc ne sera pas déclassé au profit d'un pipeline passant par l'Afghanistan et le Pakistan. Ceci constituerait sans doute un test ultime pour la solidité du lien panturc.

Dans l'ensemble, on peut s'interroger sur les causes de l'apparition ces dernières années d'un courant d'échanges privilégié entre les républiques turcophones de même que l'on peut se demander si cette « connexion turcique » naissante a pu être encouragée par la campagne turque de *marketing culturel*. Il ne fait pas de doute que l'appui de l'allié américain a pesé de tout son poids pour avantager la Turquie. Mais le soutien occidental est-il suffisant pour fournir une réponse complète ? Il est en tout cas difficile d'expliquer les succès commerciaux enregistrés par la Turquie au sein du monde turc en ne tenant compte que des avantages économiques qu'elle est en mesure d'offrir. Quoi

138. A. COHEN, « The New Great Game : Pipeline Politics in Eurasia », Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *Eurasian Studies*, n° 1, 1996, pp. 2-15.

139. Adam TAROCK, « Iran's Policy in Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 16, n° 2, 1997, p. 196.

140. Bakou, ministère des Affaires étrangères de la République d'Azerbaïdjan, *Azerbaïdjan. An Emerging Free Market Democracy*, op. cit. p. 16.

141. J. PELEZ, « The Deal on Caspian Oil Still Faces Problems with Bottom Line », *New York Times*, 21 novembre 1999, p. 6.

142. D. BILLION, op. cit., p. 50.

143. G. GLEASON, « Foreign Policy and Domestic Reform in Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 20, n° 2, 2001, p. 176.

144. Adrian BURK, « Pipeline Politics : US Corporations Lead Foreign Economic Policy », *Journal of South Asian and Middle Eastern Studies*, vol. 24, n° 1, automne 2000, p. 7.

qu'il en soit, il semble qu'une analyse complète des échanges commerciaux entre les états turcophones et le début d'intégration économique de la zone doive désormais tenir compte du facteur culturel et de la manière dont il est instrumentalisé par la nouvelle diplomatie turque.

D- La contribution réelle de la diplomatie culturelle

Le problème demeure néanmoins de déterminer quelle a été la contribution réelle de la politique culturelle aux diverses tendances observées ci-dessus. Bien qu'il soit impossible de répondre de façon définitive à cette question dans le cadre limité de cette étude, un certain nombre d'éléments laissent supposer que la nouvelle diplomatie turque n'est pas un facteur à négliger. Parmi ces éléments se trouvent les efforts, et la confiance sans cesse renouvelée, que les dirigeants turcs placent en elle. Pour eux il ne fait pas de doute que la TİKA et les autres organisations gouvernementales turques ont « contribué de façon importante » aux changements culturels, politiques et économiques survenus dans le monde turc et à l'amélioration des relations inter-turciques. Pour son président, Türgay Özçeri, la TİKA a favorisé notamment l'éclosion d'une conscience supranationale qui fait que les individus ne sont plus intéressés seulement par leurs problèmes nationaux mais également par ceux des autres républiques turcophones¹⁴⁵. Les responsables de la TÜRKSOY se félicitent quant à eux, d'observer « une avance et des progrès rapides en termes de promotion des relations culturelles entre les républiques turcophones¹⁴⁶ ». Les analystes reconnaissent aujourd'hui que ces institutions constituent en effet un puissant appareil diplomatique et que la politique culturelle qu'elles ont encadrée et coordonnée depuis 1991 a permis d'établir un vaste réseau de coopération culturelle, politique et économique entre la Turquie et ses sœurs d'Asie¹⁴⁷.

Un certain nombre de résultats concrets peuvent être plus directement rattachés à la politique culturelle mise en place par la Turquie depuis dix ans. Au chapitre de la politique linguistique, Ankara se félicite de voir que « la langue turque est en passe de devenir une langue internationale et que, chaque année, des milliers d'étudiants étrangers se rendent en Turquie¹⁴⁸ ». En ce qui concerne la dimension religieuse, le modèle turc d'islam séculaire continue – comme il a été souligné plus haut – de connaître un succès unanime auprès des républiques turciques¹⁴⁹. Mais les progrès les plus notables

145. TİKA, *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, p. i.

146. P. BÜBÜLOĞLU, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, *op. cit.*, p. 45.

147. Cennet ENGINE DEMİR, Ayşe BALCI et Fusun AKKOK, « The Role of Turkish Schools in the Educational System and Social Transformation of Central Asian Countries », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 1, 2000, 141.

148. TİKA, *Rapport annuel*, Ankara, ministère des Affaires étrangères de la République de Turquie, 1997, p. i.

149. S. AKBARZADEH, « Political Islam in Kyrgyzstan and Turkmenistan », *Central Asian Survey*, vol. 20, n° 4, 2001, p. 451.

ont été obtenus dans le domaine de l'éducation. Ainsi que le notent des études récentes, la campagne éducationnelle de la TİKA, à savoir l'installation d'un vaste réseau d'enseignement et l'organisation d'un système de bourses et d'échanges, aurait eu un impact particulièrement favorable sur l'influence turque. En permettant de former et de remodeler l'identité des futures élites elle aurait notamment encouragé la restructuration culturelle et sociale de ces pays. Ce faisant, elle aurait également fortement influencé le développement des relations économiques et culturelles entre la Turquie et les Républiques d'Asie centrale en aidant notamment à accroître le prestige du modèle turc et en éveillant une sympathie pro-turque chez les nouvelles classes dirigeantes¹⁵⁰. Avec plus de recul, les observateurs extérieurs commencent à se rendre compte de l'importance du volet éducationnel de la diplomatie turque et de sa capacité à fournir à la Turquie une « plate-forme d'expansion culturelle¹⁵¹ » mais aussi politique et économique.

Parmi les différents aspects de la diplomatie culturelle turque, le volet médiatique et télécommunicationnel pourrait bien avoir eu l'impact le plus direct¹⁵². Il est en effet probable que les moyens de télécommunication de la campagne culturelle turque aient joué un rôle de premier plan dans la reconstruction d'une identité régionale. On peut penser, à l'instar de G. Winfrow, que grâce à des outils tels que Türksat et Avrazya, « le potentiel d'influencer le développement des républiques turcophones est réel¹⁵³ ». Pour les chercheurs de l'Association turque de recherche sur la communication (İLAD), Avrazya joue certainement un rôle clef dans l'expansionnisme culturel transfrontalier de la Turquie en englobant dans la culture turque les téléspectateurs turcophones. Selon eux, la télévision a permis, dès le début des années 1990, de construire l'identité turcophone sur la base d'une allégeance ethno-culturelle reconstruite : « Dans ce nouveau paysage culturel un nouveau type d'identité, ce que l'on pourrait appeler une identité choisie, est conçu, où chaque identité particulière établit des liens qui transcendent les frontières territoriales en de nouvelles formes de communautés basées autour de valeurs partagées, (...) telles que la culture et l'ethnie¹⁵⁴. » Après dix ans d'activité, il s'avère que, comme escompté, les médias et les télécommunications globales ont eu un impact profond sur l'identité et les habitudes de vie des jeunes turcophones. Les médias ont eu une influence importante sur la culture politique des sociétés turques et en particulier sur l'émergence d'une société civile analogue à celle de la Turquie¹⁵⁵. Des nouvelles analyses montrent également « comment

150. C. ENGINE *et al.*, *op. cit.*, pp. 151-154.

151. A. MOKEEV et R. DOR, « Note sur les relations académiques entre le Kirgizstan et la Turquie », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 3/4, 2000, 449.

152. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 210.

153. G. WINFROW, « Turkey and Former Soviet Central Asia », *Central Asian Survey*, vol. 11, n° 3, 1992, p. 109.

154. H. SAHİN et A. AKSOY, *op. cit.*, p. 37.

155. M. RUFFIN et D. WAUGH (dir.), *Civil Society in Central Asia*, Seattle WA, Washington University Press 1999.

le capitalisme et la nouvelle télévision ont influencé les normes concernant les femmes¹⁵⁶ ». Et même si, une nouvelle fois, la prudence s'impose en ce qui concerne l'impact sociologique concret de la politique télécommunicationnelle d'Ankara, la puissance et l'influence des télécoms turcs sont indiscutables et de moins en moins discutées¹⁵⁷.

Conclusion

Depuis plus de dix ans, la Turquie met en œuvre dans le monde turc une politique culturelle novatrice, fondée sur l'exploitation de la force en douceur de ses normes culturelles, qui préfigure sans doute la diplomatie de persuasion du XXI^e siècle. La Turquie est en effet rentrée de plain-pied dans les relations internationales de demain en appliquant une stratégie ingénieuse qui a réussi à instrumentaliser le passé tout en sachant s'adapter à la réalité du nouveau contexte international et à la technologie de l'avenir.

Au moment de sa mise en place au début des années 1990, la nouvelle diplomatie turque a été mal comprise. Les plus enthousiastes ont surévalué sa capacité parlant du « nouvel empire ottoman » et du « siècle turc » qu'elle permettrait de bâtir. À l'inverse les plus sceptiques se sont empressés d'y voir une chimère et, négligeant de prendre le recul suffisant, ont hâtivement conclu à son inefficacité. Ce que ces analystes ont été incapables de comprendre c'est que la politique culturelle est avant tout une stratégie pragmatique qui se situe dans le temps long. Rares ont été ceux qui ont vu que la diplomatie turque et l'utilisation qu'elle faisait des liens culturels constituaient des « garanties pour une meilleure coopération à long terme¹⁵⁸ ». Dès 1993, ces observateurs lucides annoncent qu'« à long terme, la Turquie peut considérer l'Asie turcophone et ses ressources naturelles comme un marché qui lui est ouvert¹⁵⁹ ». Ils saisissaient déjà le fait que la Turquie dispose des atouts culturels et technologiques les plus importants pour jouer la carte de la turcophonie à condition qu'on lui laisse le temps de faire ses preuves¹⁶⁰. La même approche s'impose dix ans plus tard : « Aujourd'hui, l'intérêt de la Turquie réside dans l'accroissement des relations culturelles, scientifiques et économiques avec les Républiques turcophones – Dans cette perspective, la Turquie poursuit un certain nombre d'initiatives qui, même si elles sont discrètes et ne font pas la une des journaux, sont cruciales en ce qui concerne

156. Kathleen KUEHNAST, « From Pioneer to Entrepreneurs : Young Women, Consumerism, and the World Picture' in Kyrgystan », *Central Asian Survey*, vol. 17, n° 2, 1998, p. 645.

157. Eli NOAM (dir.), *Telecommunications in Western Asia and the Middle East*, Columbia Institute for Tele-Information Global Communications series, New York/Oxford, Oxford University Press, 1997, p. xix.

158. HAKTANIR dans M. AYDIN, *op. cit.*, p. 158 ; voir également M. AHRARI, *op. cit.*, p. 539.

159. M.I. ABRAMOWITZ, « Turquie : puissance montante », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 718, 1993, p. 44.

160. S. DE TAPIA, « Türksat et les Républiques turcophones de l'ex-URSS », *CEMOTI*, n° 20, 1995, p. 411.

le rapprochement des peuples des Républiques turcophones et de Turquie et dont l'importance ne va apparaître que dans le long terme¹⁶¹. » Mais quelle que soit la forme que revêtira cette solidarité régionale turcophone demain, il apparaît dès à présent qu'elle sera rendue possible par les avancées que la politique culturelle a permis de réaliser depuis la fin de la guerre froide.

Tout porte à croire que la Turquie a eu raison de persévérer dans la voie du panturquisme culturel et qu'elle a tout à gagner en continuant à le faire dans le siècle à venir. Pour Stéphane de Tapia, « la turcophonie peut jouer un rôle de relais, de pont culturel, d'axe de développement économique d'importance mondiale (...) »¹⁶². En permettant de renforcer la solidarité turcophone naissante, la stratégie culturelle peut en effet jouer un rôle central dans la constitution d'une zone de coopération économique, politique et stratégique. Il est par exemple envisageable que grâce aux efforts investis dans cette diplomatie « la Turquie et les Républiques turcophones puissent dans le futur former un bloc de vote officiel ou officieux dans les organisations islamiques régionales ou aux Nations Unies¹⁶³ ». Après une décennie de politique culturelle, les observateurs sont on ne peut plus optimistes quant au rôle régional de la Turquie. Même si elle n'est pas parvenue à bâtir, comme l'espérait le président Demirel, un empire turcique s'étirant de la Grande Muraille à l'Adriatique, elle s'affirme néanmoins comme un acteur clef de la nouvelle sphère eurasiatique¹⁶⁴. Lors de sa dernière visite officielle à Ankara, le président américain ne déclarerait-il pas que la Turquie allait « contribuer de façon cruciale à la fabrication du 21^e siècle » à cause de sa position vitale au carrefour politique et culturel de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale¹⁶⁵. Cette dernière est surtout parvenue, en ravivant les liens ethno-culturels des républiques turciques, à donner corps à l'idée de « Monde turc » encore fantasque il y dix ans. Les observateurs estiment maintenant que le concept de « Grande Asie centrale » pour laquelle a œuvré la diplomatie turque s'impose désormais pour parler de cette zone construite sur des liens culturellement forts et animés depuis quelques années par une dynamique propre : « Sous l'angle géopolitique, cet espace (...) pourrait devenir pertinent dans l'avenir. Les régions en question s'inscrivent en effet dans des dynamiques distinctes de celles qui traversent le monde arabe¹⁶⁶. » Il fait de moins en moins de doute que l'assise culturelle est le socle sur lequel continue de se construire ce nouveau système. En somme, la construction d'un Turkestan culturel est un phénomène d'importance majeur dont il convient de tenir compte pour comprendre les développements

161. S. CORNELL, *op. cit.*, p. 68.

162. S. DE TAPIA, *op. cit.*, p. 401.

163. J. LANDAU, *op. cit.*, p. 224.

164. « Suleyman Demirel, Top Turk », *Economist*, 352 : 50, n° 8129, 24 juillet 1999, p. 50.

165. Discours de W. Clinton à la Grande Assemblée nationale turque, le 15 novembre 1999, www.pub.whitehouse.gov.

166. Mohammad-Reza DJALILI et Thierry KELLNER, « Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale : Des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 1, 2000, p. 131.

politiques futurs dans cette région qui occupe une place désormais cruciale dans les relations internationales.

L'étude du cas turc s'impose également dans la mesure où le phénomène de la diplomatie culturelle des États est appelé à devenir une question de plus en plus centrale des relations internationales. À travers ce genre d'étude, il est en effet possible d'anticiper une évolution qui semble de plus en plus inévitable. Déjà aujourd'hui, un nombre croissant d'États choisissent d'utiliser les nouveaux instruments diplomatiques que sont les médias, Internet, la télévision et les satellites pour accroître leur influence internationale. Avec l'accélération constante de l'interdépendance globale et des progrès dans le domaine des technologies de communication, on peut s'attendre, dans l'avenir proche, à un développement généralisé de cette nouvelle forme de diplomatie. Il est donc urgent de tourner notre attention vers cette branche méconnue de la politique étrangère des États. Un autre intérêt de l'étude des politiques culturelles des États à l'étranger est de permettre de combler les lacunes de la théorie des relations internationales en ce qui a trait au rôle des normes culturelles comme source de pouvoir et d'influence. Dans le nouveau contexte international, le pouvoir politique des États, loin d'être exclusivement défini en termes de puissance brute, tend à reposer de plus en plus sur l'influence que procurent les normes culturelles. Ce sujet, abordé sous l'angle d'un réalisme doux ou du moins adouci, aide à expliquer que les États peuvent promouvoir leurs intérêts et maximiser leur influence à l'aide de stratégies non coercitives compatibles avec le développement de la coopération internationale. En adoptant cette optique le but est de donner l'impulsion à une entreprise scientifique obstinément ignorée par les paradigmes dominants, l'étude du pouvoir culturel.